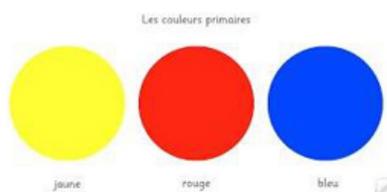


<http://www.xn--lecanardpublicain-jwb.net/spip.php?article747>



La montagne institutionnelle et la souris primaire

- Nouvelles de l'antirépublique -



Publication date: mercredi 13 janvier 2016

Copyright © Le Canard républicain - Tous droits réservés

Il faut reconnaître à l'appel lancé le lundi 11 janvier dans *Libération* par un certain nombre de « personnalités de gauche » une certaine fraîcheur. Tout en reconnaissant la sclérose des institutions, ce qui est assez récent dans le discours politique, les signataires appellent à fonder le renouveau sur l'élection présidentielle, clef de voute et donc verrou du système.

Pour cela, ils demandent que cette élection porte un candidat issu de primaires « à gauche » et insistent pour que ce candidat émerge sur la base d'un programme largement débattu « à la base ». Si cet appel, comme l'enfer, est pavé de bonnes intentions, il faut néanmoins admettre qu'à l'analyse, il se révèle moins simple qu'il n'y paraît *a priori*.

Il procède, en effet, de deux objectifs différents et sans doute contradictoires :

Le premier est d'éviter qu'il y ait confrontation de forces dites de gauche au premier tour de la présidentielle, ce qui pourrait conduire à l'absence de candidat au deuxième tour. Il s'agit, en la matière, d'un nouvel avatar de ce que Cambadélis, premier secrétaire du PS, avait essayé d'imposer au travers d'un référendum. Le moins qu'on puisse dire est que le résultat en fut sans surprise puisqu'il concluait à la nécessité d'un candidat unique, sous-entendu celui du PS, parti hégémonique. Une telle méthode est la caricature même du système institutionnel puisqu'elle évite tout débat sur ce qu'est « la gauche », se contentant de dire qu'elle doit gagner et peu importe pourquoi.

Le deuxième est, au contraire, de donner sens à une gauche en gestation. Des propositions sont ainsi faites quant à une mobilisation « à la base » pour faire émerger un programme. Si l'objectif n'est pas nouveau, il reste certes utile. Cependant, une telle démarche n'a aucun sens si elle se borne à chercher un positionnement programmatique à la gauche pour la présidentielle, s'abstenant d'ailleurs de dire ce que la gauche ne doit pas être. Cette dernière interrogation n'est pas anecdotique dans le cadre d'une primaire qui donne un avantage *a priori* au candidat du PS, particulièrement s'il s'agit du sortant dont la philosophie n'est pas limpide.

En résumé, les uns veulent des primaires pour imposer le candidat du PS, les autres pour le contourner.

Le risque de voir les primaires déboucher sur un scénario déjà vécu peut-il être évité ? La démarche peut-elle empêcher la légitimation une fois de plus d'un parti et d'un candidat en contradiction avec les thèmes qu'on lui demandera de porter, puis d'un Président qui, de toute façon, est institutionnellement irresponsable. Certainement pas avec la présidentielle qui, justement, ne favorise pas la raison, mais les effets de personnalisation. Les signataires, de façon d'ailleurs allusive, en ont une conscience fugitive lorsqu'ils déclarent « Nous ne changerons pas de République d'ici 2017, et tout reste suspendu à l'élection présidentielle-reine ». Le problème est qu'ils ne cherchent pas à la changer en général. Depuis les débuts de la 5^{ème} République et depuis le « Coup d'état permanent » de Mitterrand, tant et tant d'observateurs et de militants ont déploré cette situation pour s'accommoder ensuite de la Présidentielle en prétendant l'influencer. De ce point de vue, la démarche des signataires se révèle contradictoire puisqu'elle critique un présidentielisme auquel elle s'en remet pourtant. Les « bons candidats », de gauche comme de droite, n'ont-ils pas pourtant prouvé qu'ils pouvaient faire de mauvais Présidents ?

Pourquoi vouloir à tout prix jouer à un jeu mortifère pour la démocratie ? Ayons le courage de remettre en cause fondamentalement les institutions qui nous gouvernent aujourd'hui malgré nous ainsi que le système des partis (de l'extrême droite à l'extrême gauche) qui en découle. L'appel ne parle finalement pas au pays réel qui, au-delà des appartenances, manifeste un « état d'urgence démocratique » (abstentions, refuge dans l'extrême-droite,...). L'obsession de résumer la question démocratique à la reconstruction de la gauche et à sa victoire à la présidentielle ne peut, qu'on le veuille ou non, entraîner de dynamique nationale. Une fois de plus, va-t-on assister à une élection qui ne parlera que du Front national ?

Le changement de système ne peut être trouvé par l'utilisation de sa propre clef de voute. Lancer des débats partout

La montagne institutionnelle et la souris primaire

est juste. Cela montre en outre que l'idée progresse suivant laquelle le mal dont souffre la France vient en grande partie de ses institutions. Mais on ne saurait dévoyer ces questionnements essentiels dans des enjeux illisibles. C'est au renouveau de la démocratie, comme règle du jeu politique pour le peuple dans son ensemble, qu'il faut travailler. Et cela passe par un effort de clarté.

Article également publié par l'[ASSOCIATION POUR UNE CONSTITUANTE : www.pouruneconstituante.fr](http://www.pouruneconstituante.fr).

